

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE

CGT, CFDT, CGT-FO, SUD

Communiqué de presse

L'Insee doit actuellement faire face à des tirs croisés de décisions politiques qui hypothèquent l'avenir de ses missions et de son fonctionnement.

L'Institut a déjà subi une réduction de 14 % de ses effectifs au cours de quatre dernières années, la Révision générale des politiques publiques (RGPP) va en supprimer 9 % supplémentaires à l'horizon 2015. Conséquences : Une externalisation importante de ses travaux

L'Insee doit maintenant faire face en 2010 à une baisse inédite de... 25 % de ses crédits de fonctionnement ! Les déplacements et la formation professionnelle des agents ont d'ores et déjà été gelés. Dans l'urgence, la direction de l'Insee va mettre en place un plan de réduction des dépenses. Il s'agirait d'économiser au minimum 18 millions d'euros en 2010 sur les 74 millions dépensés en 2009.

Le fort recours à la sous-traitance génère par nature de fréquents et importants versements à différents fournisseurs :

- artisans (électriciens, plombiers, ..)
- bailleurs des locaux,
- fournisseurs d'électricité, eau, ...
- sociétés de service informatique
- loueurs de véhicules
- formateurs externes
- salariés des restaurants administratifs
- personnels de ménage
- etc.

Les coupes drastiques dans son budget de fonctionnement (-25 %) mettent à mal les finances de ses fournisseurs, en particulier les plus petits d'entre eux. Pour les petits fournisseurs des retards de paiements sont redoutables. Depuis plusieurs mois les délais sont largement dépassés. Des milliers de factures impayées sont en souffrance à l'Insee.

Dans de nombreux établissements de l'Insee, les gestionnaires et les responsables des relations avec les fournisseurs ne sont pas en mesure de donner des réponses à leurs interlocuteurs. Quand seront-ils payés ? Et seront-ils payés ? La direction de l'Insee a admis que des fournisseurs la contactent pour des difficultés importantes menaçant la survie de leur entreprise. Elle a également avoué avoir reçu des mises en demeure

Il n'est pas exclu que des entreprises fassent faillites. Des emplois sont donc bien menacés dans toutes les régions de France, en métropole et dans les DOM. Nous sommes très inquiets pour l'emploi des prestataires de services de l'Insee.

A l'heure où les défaillances d'entreprises sont toujours extrêmement nombreuses selon les chiffres de l'Insee¹, les difficultés budgétaires de l'institut de statistique vont-elles contribuer à augmenter encore ces défaillances ?

Le gouvernement doit prendre d'urgence la mesure du problème : si le budget de l'INSEE reste à ce niveau, il prend la responsabilité de licenciements pour raison économique.

L'amputation des moyens de la statistique publique menace l'emploi privé.

On nous annonce une installation à Metz dans des locaux de la SNCF. Des travaux devront être réalisés pour l'aménagement des locaux, leurs mises aux normes, pour le câblage informatique, etc.

Avec quel budget ?

¹ « Le nombre de défaillances jugées au cours des douze derniers mois est en hausse par rapport aux douze mois précédents (+12,2 %) ». Source Insee information rapide - 26 mars 2010 - n°84.

Quelle entreprise messine prendra le risque de passer un contrat avec l'Insee alors que 3 000 factures² étaient en attente au 16 mars 2010 ? Quelle entreprise messine s'engagera dans des travaux sans être sûre de pouvoir payer ses salariés ?

Plutôt que de s'entêter dans un projet de délocalisation coûteux (environ 200 millions d'euros), le gouvernement devrait consacrer cette somme pour abonder le budget de l'Insee et pour lancer des projets de développement de la région messine.

Paris le 2 avril 2010

² Chiffre de la direction de l'Insee